



85 ans des barricades de Barcelone

« JUILLET 1936 FUT UN PROLONGEMENT GÉNÉRALISÉ D'OCTOBRE 1934; LORS DE LA PROCHAINE PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE, L'EXPÉRIENCE DE MAI 1937 DEVRA SE GÉNÉRALISER. LES ENNEMIS [...] DE LA RÉVOLUTION FURENT DÉMASQUÉS UNE FOIS POUR TOUTES. À L'AVENIR, LE PROLÉTARIAT N'OUBLIERA PAS DE LES ANÉANTIR. »

**GRANDIZO MUNIS,
LEÇONS D'UNE DÉFAITE, PROMESSE DE VICTOIRE**

Sur le rôle contre-révolutionnaire de la CNT-FAI et du POUM lors des journées de mai 37

Comme le rappelle Munis dans le titre de son ouvrage, la défaite de mai 37 à Barcelone ne fut qu'un jalon dans l'histoire des luttes de classe. Elle a eu l'avantage de clarifier la position du prolétariat au regard de tout ce qui faisait encore obstacle à son auto-mouvement révolutionnaire. On peut, à ce sujet, faire référence à l'émission de Radio Guerre de Classe intitulée *Qu'est-ce que l'autonomie révolutionnaire du prolétariat ?*, et se souvenir de la citation qui en faisait la conclusion :

« La révolution n'est pas une affaire de parti... La révolution est l'affaire politique et économique de la totalité de la classe prolétarienne. Seul le prolétariat en tant que classe peut mener la révolution à la victoire. Tout le reste est superstition, démagogie, charlatanerie politique. ... Elle n'est pas une création de chefs. Ce n'est pas une construction subtilement agencée. Pas un parti politique avec bavardage parlementaire et bonzes payés. Pas non plus un syndicat. C'est le prolétariat révolutionnaire. »

(Otto Rühle, La révolution n'est pas une affaire de parti)

Avec la révélation de ce qu'étaient réellement la CNT-FAI et le POUM, nous avons la confirmation du contresens que constitue le terme « syndicat révolutionnaire »² ou

« parti révolutionnaire », concepts sur lesquels même les groupes les plus radicaux du moment (BILAN, Union Communiste) pouvaient encore se faire des illusions.

À partir de l'été 1937, un rapprochement sera tenté entre l'Union général des travailleurs et la centrale anarcho-syndicaliste. Les staliniens auront raison de cette alliance qui visait à les contrer : ils réussiront à écarter Largo Caballero de l'exécutif de l'UGT en appuyant son rival de longue date, Indalecio Prieto³. Le Parti ouvrier d'unification marxiste sera quant à lui interdit, et ses membres feront l'objet d'une féroce répression. Après avoir rempli leur fonction contre-révolutionnaire, la voie de la CNT-FAI et du POUM était toute tracée : la première n'allait pas cesser de s'affaiblir pour finir à la remorque du parti stalinien, tandis que le second allait purement et simplement disparaître.

Tout ceci permit de liquider définitivement les éléments les plus subversifs que ces deux organisations pouvaient renfermer. La révolution de juillet 1936 était sur le point d'être définitivement enterrée et, de la guerre sociale, on pouvait s'acheminer vers la guerre impérialiste...

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

(Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, 1864)

Au cas où les services rendus par García Oliver et compagnie n'auraient pas suffi à arrêter l'attaque du prolétariat contre les partis traîtres, Largo Caballero envoya à Barcelone 5 000 gardes d'assaut et trois navires de guerre. Ils apportaient aussi sans doute, pour tous les García Oliver, cinq mille accolades et remerciements de la part de l'État ; pour les ouvriers ils apportaient du plomb. À mesure qu'elle progressait, la colonne gouvernementale dissolvait les comités, supprimait les locaux ouvriers, désarmait, emprisonnait, pillait, assassinait, apportait la désolation aux cœurs des révolutionnaires, la joie et l'espoir à ceux des réactionnaires et des fascistes. Depuis les villages et les villes, le prolétariat, les comités-gouvernement qui avaient survécu proposaient par téléphone aux dirigeants anarchistes de Barcelone d'arrêter la colonne gouvernementale, les armes à la main. Mais ceux qui étaient venus à Barcelone pour garantir des bonnes dispositions des troupes gouvernementales ne pouvaient donner de tels ordres. À coup sûr, la colonne aurait pu être bloquée et battue facilement. Beaucoup de ses membres, récemment revenus des milices de combat ou ayant fui les provinces occupées par Franco, seraient passés du côté du prolétariat à la première attaque sérieuse. De Barcelone, il était possible d'envoyer plusieurs milliers d'ouvriers au secours du prolétariat du Sud, numériquement plus faible et moins bien armé que celui de la capitale. Cette mesure aurait donnée immédiatement un puissant élan à la révolution, bien au-delà de la Catalogne. Son succès étant garanti à Barcelone, elle aurait fourni à l'insurrection une base pour créer un lien direct avec le reste du prolétariat, jusqu'à Madrid et l'Andalousie, pour traiter de puissance à puissance avec le gouvernement capitaliste de Valence, ou bien pour l'attaquer, selon les circonstances et selon l'attitude du gouvernement.

Une telle idée n'effleurait même pas l'esprit de la direction anarchiste : maintenant qu'elle s'était exercée à la collaboration, elle ne voyait, hors de celle-ci, que ténèbres. Elle n'ignorait pas que le prolétariat se battait, à ce moment même, pour la révolution, ni que la contre-révolution, principalement représentée par le stalinisme, se montrerait implacable en cas

de victoire. C'est justement parce qu'elle le savait que le manifeste CNT-FAI s'adressait ainsi aux staliniens⁴ :

« ... Nous vous tendons les bras, sans armes ; faites de même et tout s'arrêtera. Que la concorde règne entre nous. »

Qu'en aurait-il été de la grande Révolution française si, au moment où les Prussiens et les émigrés français étaient aux portes de Paris, les jacobins avaient tendu leurs bras désarmés aux girondins, au lieu de les expulser du pouvoir et de se débarrasser énergiquement de tous les conspirateurs ? Sans aucun doute, Louis XVI aurait été remis sur son trône. Ainsi, nos anarchistes, manquant de la détermination des jacobins, sauvèrent les girondins espagnols à l'instant où les masses s'apprêtaient à les exterminer, et leur attitude amena la restauration : Franco⁵.

Alors que la colonne gouvernementale entrait dans Barcelone, il n'était pas trop tard. Le prestige acquis par la révolution et le prolétariat avait si bien imprégné la conscience sociale que de nombreux gardes criaient : « Vive la CNT ! », « Vive la révolution ! », en saluant du poing fermé, lorsqu'ils passaient devant les locaux des insurgés, d'où les ouvriers furieux, contestant les ordres de « cessez le feu », les mettaient en joue avec leurs fusils et leurs mitrailleuses. Au lieu de tirer profit du peu de cohésion des troupes gouvernementales, la direction anarchiste insistait, heure après heure, pour démanteler les barricades, laisser entrer la colonne du gouvernement de Valence sans tirer un coup de feu, et faire cesser la grève. Le prolétariat faisait la sourde oreille aux consignes de ses dirigeants, au point que, sur de nombreuses barricades on ne parlait que de fusiller García Oliver et les autres leaders. Mais l'insurrection ne pouvait choisir une autre direction ni en improviser une. Il aurait été indispensable, au moins, de prendre le palais San Jorge, siège du gouvernement catalan⁶, ce qui ne présentait aucune difficulté pour le prolétariat d'un point de vue militaire. Mais au palais de San Jorge se trouvaient, avec les conseillers ou ministres staliniens et bourgeois, les conseillers anarchistes et souvent l'ensemble de la direction anarchiste qui négociait avec le gouvernement. Par ces négociations, les dirigeants promettaient d'obtenir le châtiement des provocateurs qui avaient attaqué le Central téléphonique et le retour à la dualité de l'armement et des pouvoirs antérieure à cette action. Pure duperie, à laquelle ne croyaient ni les masses ni les leaders eux-mêmes. Mais étant donné qu'il était impossible d'improviser, au milieu des tirs, une nouvelle direction, tout cela servit à empêcher les insurgés de franchir le pas décisif, à les épuiser sur les positions qu'ils avaient prises dès le premier jour, à les démoraliser et à laisser intervenir les troupes de Valence. Finalement, les ouvriers, ne sachant plus quoi faire, abattus, se retirèrent un à un des barricades, militairement victorieux, politiquement vaincus, épouvantablement vaincus. Tel est le strict bilan des événements de mai, sans entrer dans l'aspect descriptif des faits qui, lui, offre un terrain fertile et plein d'espoir, car, par cette action, le prolétariat espagnol a donné sa dignité à la révolution – déshonorée par le stalinisme et le réformisme – et sa dignité à l'humanité.

Robert Louzon, un honnête syndicaliste français qui ne peut être suspecté que de partialité vis-à-vis de la CNT⁷, écrit dans une brochure intitulée *La contrarrevolución en España* :

« D'un côté, en effet, la supériorité militaire de la CNT apparut inégalée pendant ces journées et de l'autre le syndicat anarchiste refusa toujours de faire usage de cette supériorité pour garantir la victoire. »

Il faut seulement préciser que cette supériorité militaire était celle des masses de la CNT, non celle de la CNT comme organisation, étant donné qu'elle ne fit absolument rien pour développer la lutte armée ou la diriger une fois déclenchée, ce qu'attendaient avec anxiété

les travailleurs. Les leaders arrivés de Valence, ceux restés à Barcelone et le journal confédéral, *Solidaridad Obrera*, s'efforcèrent tous de réduire la lutte et le concilier révolution et contre-révolution, c'est-à-dire d'empêcher la victoire immédiate de la première et de rendre plus probable la seconde – ce qui arriva. Il était évident pour les travailleurs que la conciliation conduirait au triomphe des éléments contre-révolutionnaires. Sur les barricades, la capitulation fraternelle prônée par *Solidaridad Obrera* recevait le plus souvent le traitement mérité : on brûlait le journal. L'action militaire spontanée du prolétariat affirma sa supériorité sur l'action « politique » de l'organisation cénétiste, du premier au dernier jour de la lutte. Ce qui démontre clairement l'importance, pour les intérêts de la révolution, d'armer le prolétariat. D'une façon ou d'une autre, le prolétariat catalan était armé ; ce qui lui permit de faire face à la contre-révolution stalino-capitaliste ; si ce ne fut pas suffisant pour triompher, cela créa un précédent riche d'enseignements pour le prolétariat mondial et ouvrit des horizons nouveaux. Juillet 1936 fut un prolongement généralisé d'octobre 1934⁸ ; lors de la prochaine période révolutionnaire, l'expérience de mai 1937 devra se généraliser. Les ennemis « communistes » ou « socialistes » de la révolution furent démasqués une fois pour toutes. À l'avenir, le prolétariat n'oubliera pas de les anéantir. En mai, les masses se rendirent compte qu'il ne suffisait pas d'être armé et d'avoir exproprié les bourgeois pour garantir la victoire de la révolution. Elles comprirent qu'il était nécessaire d'organiser systématiquement l'armement et l'économie ouvriers en détruisant, de haut en bas, l'État capitaliste, et en créant leur propre système d'organisation ; et surtout elles comprirent que la force de l'État capitaliste, dans les moments de crise les plus aigus, ne repose pas seulement sur les capitalistes individuels, ou les leaders des partis bourgeois, mais sur les positions politiques représentées par les leaders staliniens et réformistes. C'est au prix de la défaite de mai 1937 qu'a été acquise cette expérience. Avec le réveil révolutionnaire, elle irriguera la conscience prolétarienne et se traduira en actes.

On ne peut passer sous silence l'attitude du POUM pendant les journées de mai. Ce fut la dernière épreuve politique dont il sortit définitivement étiqueté comme parti centriste impuissant, entrave immobile sur le chemin des masses. Pendant l'infâme procès, digne de la Guépéou⁹, lancé par le gouvernement Negrín-Staline contre les leaders du POUM, après la défaite de mai, et durant lequel fut démontrée l'in vraisemblance des fausses accusations d'espionnage¹⁰, ces dirigeants furent condamnés pour avoir voulu mettre à la place du « gouvernement légalement constitué » un autre, révolutionnaire. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Comme j'ai eu l'occasion, à l'époque, de le dire à quelques militants du POUM, le tribunal stalino-negriniste leur fit le don d'un programme révolutionnaire dont ils manquaient et leur attribua une activité politique qui leur avait fait complètement défaut au cours des journées de mai.

L'attitude du POUM pendant la lutte des barricades refléta fidèlement celle de la CNT ; ses militants aussi prirent les armes et se comportèrent avec bravoure. L'organisation, en tant que sujet politique, fut absolument inexistante... ou elle exista en penchant dangereusement vers les organes du pouvoir capitaliste, d'où les leaders anarchistes parlaient de concorde. Une fois la lutte déclenchée, le comité exécutif du POUM rencontra le comité régional de la CNT. Celui-ci, absolument décidé à forcer les ouvriers à déposer les armes, renvoya le POUM chez lui en l'assurant qu'il l'appellerait en cas de besoin. Pendant ce temps, les pacificateurs, les « *bomberos* »¹¹, pour employer le terme méprisant qu'utilisaient les travailleurs à leur égard, continuaient à déverser, sur les ondes de la radio et dans les pages de *Solidaridad Obrera*, leur torrent de recommandations fraternelles. Deux faits, entre mille, éclairent le sens réel de cette fraternité. Le 4 mai, alors que la CNT avait décrété une trêve dans la lutte et qu'elle était en train de négocier à la *Generalitat* avec les chefs contre-révolutionnaires¹², des forces gouvernementales de la *Guardia civil* profitèrent

de la trêve « fraternelle » pour s'emparer d'une gare, la *Estación de Francia*³. Le lendemain, la CNT donna l'ordre de se retirer des barricades en déclarant : Ni vainqueurs, ni vaincus ; paix entre nous. Mais ce fut le jour où tombèrent le plus d'ouvriers¹⁴. Pourtant, passés quelques moments d'hésitation bien naturels en entendant cet ordre, les ouvriers choisirent de désobéir. Quelques barricades abandonnées furent sur-le-champ réoccupées. Le divorce entre la direction et les masses ne pouvait être plus profond.

Que fit le POUM dans des circonstances aussi favorables ? Ses leaders prétendent avoir fait des propositions très combatives et révolutionnaires lors de l'entrevue avec le comité régional de la CNT. Croyons-les sur paroles. Mais une direction révolutionnaire ne se distingue pas seulement par ses *propositions* révolutionnaires mais avant tout par l'*activité* qu'elle déploie à les concrétiser au moment où les autres dirigeants s'y opposent. De crainte de s'en séparer, la direction du POUM se maintint constamment à la remorque de la CNT, même quand ses dirigeants refusaient de marcher avec les masses. Le troisième jour de lutte, lorsque la CNT donna l'ordre d'abandonner les barricades, la direction du POUM reprit l'ordre à son compte. Pour le rectifier tout de suite, quand, les Amis de Durruti et la Section bolchévique-léniniste d'Espagne ayant donné un contreordre, les travailleurs négligèrent les instructions de la CNT. Finalement, lorsque les dernières barricades disparurent, *Solidaridad Obrera* présenta la fin de la lutte comme une victoire pour les travailleurs. Tel un lugubre écho, *La Batalla* répéta :

« La tentative (de provocation) ayant été écrasée grâce à la magnifique réaction de la classe ouvrière, le repli s'impose. »¹⁵

Quelle valeur politique, quelle compétence à guider une révolution les travailleurs peuvent-ils attribuer à un parti qui prétendit faire passer pour une victoire la défaite qui, des semaines plus tard, provoquera son propre rejet dans l'illégalité et l'assassinat de son secrétaire général ?¹⁶ Évidemment, à ce moment-là, le POUM se mentait délibérément à lui-même, et abusait les masses, pour ne pas se sentir obligé de renoncer à toute forme de collaboration et d'entreprendre une lutte à mort contre les traîtres. Ainsi en était-il réduit au triste rôle de complice des complices.

Grandizo Munis, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*

¹ Enregistrée et diffusée en avril 2020 : <http://guerredeclasse.fr/2020/04/06/radio-gdc-quest-ce-que-lautonomie-revolutionnaire-du-proletariat/>

² On peut renvoyer à l'excellent ouvrage de Munis et de Benjamin Péret, sur l'imposture du syndicalisme révolutionnaire : <http://guerredeclasse.fr/2018/11/19/les-syndicats-contre-la-revolution/>

³ Rappelons que bien que s'opposant au pouvoir de plus en plus grandissant des staliniens et devenant ainsi un ennemi à abattre, Caballero ne faisait pas moins partie de ceux qui ont permis l'écrasement des prolétaires durant les journées de mai, avec les Montseny, Oliver, Companys, etc. Quant à Prieto, il sera, avec Negrín, un ministre aux ordres de l'URSS dans le gouvernement républicain espagnol, jusqu'à ce qu'il soit à son tour évincé, moins d'un an après.

⁴ Le tract est consultable en entier en fin d'une de nos dernières publications : <http://guerredeclasse.fr/2022/06/08/lecons-dune-defaite-promesse-de-victoire/>

⁵ Nous souhaitons rappeler, à la suite du communiste Babeuf, que les jacobins, en tant qu'expression terroriste de la gauche de la marchandise et grands apôtres de la propriété privée, ont massacré les Enragés et les sans-culottes les plus radicaux des faubourgs... Soit par la guillotine (plus de sans-culottes que de nobles ont été passés par la lame de la guillotine durant la terreur...), soit en les envoyant aux frontières et en Vendée et ainsi les écarter de la capitale et de l'agitation politique. Malgré le fait que le prolétariat n'était qu'embryonnaire et non constitué en tant que classe, on voit déjà en 1792 le rôle du parti gauchiste qui pour arrêter le processus révolutionnaire, doit prendre les habits de la révolution et parler comme elle pour en prendre le contrôle et nettoyer les éléments radicaux, avant de laisser la place, une fois sa tâche terminée...

En Espagne, c'est la gauche démocratique épaulée par l'URSS stalinienne qui a arrêté le processus révolutionnaire, comme les jacobins à leur époque, pour ensuite laisser la place à Franco. Les bolcheviks léninistes, trotskyste et staliens sont donc plutôt les héritiers des jacobins, avec la terreur révolutionnaire, la centralisation dirigiste et l'écrasement de la frange la plus radicale comme à Kronstadt en 1921... Munis rompra avec le trotskysme officiel en 1938 et maintiendra un dialogue avec des tendances conseillistes dans les décennies suivantes.

⁶ Le palais de la Généralité se trouvait en plein cœur de la zone d'affrontement, lors des journées de mai, non loin du Central téléphonique.

⁷ Louzon travailla activement pour la CNT : il se rendit au Maroc durant l'été 1936, afin d'empêcher le recrutement de troupes locales par Franco.

⁸ Référence au soulèvement des mineurs des Asturies en octobre 1934. La répression fut extrêmement sévère (entre 3 000 et 5 000 morts et des dizaines de milliers de blessés) et vit l'emploi des troupes maures et de la légion étrangère, le tout coordonné par un certain général Franco, alors au service de la République espagnole.

⁹ La Guépéou, ou GPU, police d'État de l'URSS, n'existait plus en 1937. Son successeur d'alors était le NKVD.

¹⁰ On peut citer le fameux exemple du document « N » : des plans indiquant des emplacements d'artillerie et frappés de la lettre « N » auraient été retrouvés chez des fascistes dans la zone républicaine, et étaient censés accréditer le fait qu'Andrés Nin était un agent de Franco. Ce stratagème ne fut même pas crédible aux yeux de la plupart des journalistes, lorsque l'affaire sortit au grand, et convainquit personne lors du procès intenté contre le POUM.

¹¹ « Pompiers »

¹² Burnett Bolloten a écrit un imposant ouvrage sur la guerre civile espagnole, intitulé « La révolution espagnole » ou « La guerre d'Espagne, révolution et contre révolution », selon les éditions. Dans le chapitre consacré aux événements de mai, il relate minutieusement les conversations télégraphiques entre Valence et la Généralité, durant laquelle les cénétistes Montseny, Oliver et Vazquez (ministre du travail à la Généralité), ainsi que le socialiste Galarza (ministre de l'Intérieur à Valence) s'entendent pour organiser le passage des troupes de gardes d'assaut et préparer la trêve.

¹³ Cette gare, la principale à Barcelone, était jusqu'alors sous le contrôle de la CNT.

¹⁴ Le nombre total de victimes des journées de mai est disputé. Il peut être estimé entre 500 et 1 000 morts, mais ne comprend évidemment pas les personnes disparues ou les victimes de la répression qui s'ensuivra.

¹⁵ Pour le communiqué officiel du POUM, on peut se référer à la note n°22 de la publication suivante : <http://guerredeclasse.fr/2022/05/31/la-situation-en-espagne-apres-les-journees-de-mai/>

¹⁶ Référence à la répression contre le POUM, qui commença après les journées de mai : interdiction du journal « La Batalla », fermeture des locaux, arrestation des membres du parti, dont Andrés Nin qui sera torturé et mis à mort de manière clandestine.